

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU RHÔNE – ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 16 MARS 1986



UNION DES RÉPUBLICAINS LIBÉRAUX ET SOCIAUX



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les cinq années qui viennent de s'écouler ont montré que les socialistes n'étaient pas en mesure de résoudre les problèmes de la France. **Le constat**, en dépit des promesses qu'ils avaient faites aux Français en 1981, c'est :

UNE FRANCE

qui compte 2,5 millions de chômeurs mais, fait plus grave, une économie française qui ne crée plus d'emplois, mais en perd (500.000 en 5 ans).

UNE FRANCE

dont le taux de natalité n'assure plus le renouvellement de sa population.

UNE FRANCE

qui ne sait plus offrir, à sa jeunesse, la formation qui lui permettrait de mieux affronter l'avenir.

UNE FRANCE

qui n'investit plus parce qu'elle a perdu confiance.

UNE FRANCE

qui est lourdement endettée sur le plan intérieur et à l'extérieur.

UNE FRANCE

où, pour la première fois depuis trente ans, est apparue une "nouvelle pauvreté".

En votant le 16 mars, pour les élections législatives, vous aurez l'occasion d'exercer un choix décisif et de mettre un terme à l'expérience socialiste en cours, dont vous pouvez toutes et tous observer les résultats. Votre choix est essentiel pour l'avenir de la France.

Raymond BARRE

L'EQUIPE DU RHÔNE, que je conduis, souhaite ardemment œuvrer dès que possible pour le redressement du Pays. Elle le fera avec **conviction et détermination**.

NOTRE ENGAGEMENT

● GARANTIR LES LIBERTÉS

Donner aux familles le choix de l'école et de la formation pour leurs enfants, en garantissant la situation des écoles privées sous contrat et en offrant, dans le secteur public, la possibilité de choisir entre plusieurs établissements.

Préserver un système de soins libéral et pluraliste.

Assurer la concurrence des moyens d'information et de communication sous la surveillance d'une autorité indépendante.

● RÉTABLIR LA SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES BIENS

Donner à la police et à la gendarmerie les moyens d'une action efficace.

Engager un vigoureux effort de prévention et d'éducation auprès des jeunes.

Assurer une justice humaine, mais ferme ; les atteintes à la sécurité des personnes et des biens doivent être sanctionnées et les peines exécutées.

● FAVORISER LA FAMILLE

par :

Une politique d'aide à la natalité.

Une politique d'accueil et d'insertion de l'enfant.

La mise en œuvre d'un statut de la famille au plan fiscal et financier.

● LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE EN LIBÉRANT L'ENTREPRISE ET LE TRAVAIL

Pour que le chômage puisse régresser, il faut que l'entreprise dispose d'un environnement général favorable à son activité et qu'elle puisse se développer grâce à :

- la suppression des contrôles et réglementations abusifs ;
- la liberté pour l'entreprise de fixer ses prix ;
- l'allègement des charges fiscales et sociales ;
- l'introduction de la flexibilité dans les conditions de travail, en particulier grâce au développement du contrat d'entreprise.

Il faut aussi offrir aux jeunes des formations diversifiées, développer l'apprentissage, ouvrir l'école sur l'entreprise. Il faut enfin adapter la législation du SMIG pour favoriser le premier emploi des jeunes.

● DÉFINIR UN VÉRITABLE PROJET POUR L'AGRICULTURE

Mettre en œuvre une politique vigoureuse d'installation des jeunes agriculteurs.

Valoriser les productions par un effort de recherche et d'adaptation qualitative.

Améliorer les modes de financement des exploitations et alléger la charge de l'endettement agricole.

Défendre les acquis de la politique agricole commune.

Développer les liens entre l'agriculture et les industries agro-alimentaires.

● MAINTENIR LA PROTECTION SOCIALE DES FRANÇAIS

En garantissant les régimes de retraite par le développement d'une épargne à long terme grâce à des incitations fiscales (livret d'épargne-retraite).

En développant la solidarité nationale en faveur des travailleurs ayant perdu durablement leur emploi (chômeurs en fin de droits).

En apportant aux personnes âgées l'aide à domicile et en développant les établissements d'accueil, notamment médicalisés.

● CONTRÔLER L'IMMIGRATION

Expulser les immigrés délinquants et lutter contre l'immigration clandestine.

Pratiquer une politique active et humaine d'aide au retour.

Assurer l'insertion des immigrés vivant légalement en France par une politique du logement et une politique de l'éducation.

Revoir les conditions d'octroi de la nationalité pour les jeunes immigrés, nés sur le sol français, qui manifestent par un acte positif leur volonté d'être Français.

● REDONNER A LA FRANCE SA VRAIE PLACE DANS LE MONDE

Maintenir une défense indépendante et crédible dans le respect de nos alliances.

Poursuivre la construction d'une Union Européenne et renforcer la coopération franco-allemande, fondement de la Communauté.

Apporter aux pays en développement et, en particulier aux pays d'Afrique francophones, une aide et une coopération respectueuses de leur indépendance.

Si vous soutenez les principes et les objectifs de notre action, nous espérons, demain comme aujourd'hui, mériter votre confiance.

